

Le rôle de la Direction recherche économique est principalement de conseiller les dirigeants de la Fédération sur toutes les politiques et tous les dossiers reliés à l'industrie laitière. Pour remplir son mandat, il lui est nécessaire de réaliser des études, des analyses et des textes de vulgarisation qui guideront les différentes instances décisionnelles et opérationnelles de l'organisation.

L'avancement des dossiers nationaux est assuré en étroite collaboration avec la Direction principale aux opérations et partenariat externe. La direction assiste donc aux réunions du Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait (CCGAL) et de l'organisme de supervision de l'entente P6 en plus de contribuer aux travaux requis pour les discussions et négociations ayant lieu au sein de ces forums. Soulignons notamment notre contribution aux diverses analyses faites dans le cadre des comparaisons de prix et des modalités de paiement entre les provinces canadiennes.

Bien que les ententes de mise en commun soient en vigueur depuis déjà quelques années, elles continuent d'évoluer et d'exiger un suivi régulier. Au cours de la dernière année, mentionnons la négociation d'une formule de tarification du transport avec nos partenaires, les cinq provinces (P5) de l'Entente sur la mise en commun de tout le lait (P6) qui mettent en commun leurs frais de transport. Ces travaux devraient se terminer en 2002 et fournir une base plus adéquate de comparaison des coûts de transport et un outil d'amélioration de l'efficacité respective des provinces. La direction a également eu la charge d'organiser un forum réunissant les représentants des producteurs de l'entente P6. Cette réunion a permis de mettre en évidence les forces et les objectifs d'amélioration du fonctionnement de cette entente.

Au niveau provincial, la direction est impliquée dans les travaux des différents comités des conventions de mise en marché du lait et de transport. Des efforts particuliers ont, encore cette année, été consacrés aux mécanismes de vérification de l'utilisation du lait et à la négociation des prix. De plus, la formule de tarification du transport du lait a été évaluée en profondeur en vue d'une renégociation importante des paramètres actuels. Ces travaux devraient trouver leur dénouement au début de 2002.

## Economic Studies

The role of the Economic Studies Department is principally to advise Federation officers on all policies and issues concerning the dairy industry. To fulfill this mandate, the Department must conduct studies and analyses and prepare texts to guide our organization's policy development and operations groups.

The advancement of national issues is handled in close consultation with the Operations and External Partnerships Department. The Department thus attends meetings of the Canadian Milk Supply Management Committee (CMSMC) and the P6 Supervisory Organization, in addition to contributing to the work required for the discussions and negotiations taking place in these forums. In 2001, we contributed to various analyses made as part of the comparison of prices and payment terms among Canadian provinces.

Although the Pooling Agreements have now been in force for several years, they continue to evolve and thus require regular follow-up. In the last year, there was the negotiation of a transportation rating formula with our partners, the five provinces (P5) of the Agreement on All Milk Pooling (P6) which pool their transportation costs. This work should be completed in 2002 and provide a more adequate base for comparing transportation costs and a tool for improving the efficiency of the respective provinces. The Department was also responsible for organizing a forum of representatives of the P6 Agreement producers. This meeting focused on the strengths of the Agreement and objectives for improving how it works.



Le prix du lait et le coût de production ont été comme toujours des dossiers de première importance pour la direction. Nous avons poursuivi nos efforts pour l'amélioration des méthodes d'enquête et des mécanismes de fixation du prix. Dans ce sens et tel qu'il a été demandé par l'assemblée générale annuelle de la Fédération en 2001, différents travaux ont été conduits pour faire l'inventaire de méthodes complémentaires ou de rechange au processus actuel de fixation du prix du lait. Mentionnons aussi que cette année la Fédération a exprimé à nouveau son désaccord avec le mécanisme actuel d'indexation des prix maximums de détail du lait de consommation par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ). La Fédération entendait exprimer à nouveau cette position à l'audience convoquée par la RMAAQ au début 2002.

Comme par les années antérieures, nous avons, à deux reprises, collaboré à l'enquête des Producteurs laitiers du Canada (PLC) concernant la comparaison du prix d'un panier de produits laitiers au Canada et aux États-Unis. Nous suivons également les principaux enjeux touchant l'évolution des diverses politiques américaines en matière de paiement du lait.

La direction a également déployé beaucoup d'énergie à l'analyse des impacts du nouveau régime de sécurité du revenu (CSRA et ASRA complémentaire) sur les entreprises laitières. Les discussions se poursuivent avec la Financière agricole du Québec (FAQ) et l'Union des producteurs agricoles (UPA) afin de s'assurer que les entreprises laitières recevront avec le nouveau régime une couverture équivalente à celle de l'ancien et que notre secteur sera traité équitablement par rapport aux autres secteurs.

En ce qui concerne l'environnement, rappelons que notre implication vise essentiellement à appuyer le travail de l'UPA et à assurer une vigilance particulière pour les questions plus spécifiques au secteur laitier. La direction a donc continué d'être très active par l'entremise du comité de la Fédération sur l'environnement. Parmi les réalisations de ce comité, on peut signaler l'élaboration et la mise en œuvre de notre plan d'action sectoriel en agroenvironnement. Des représentations ont également été faites dans le cadre de la consultation sur le projet de modernisation du Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole (RRPOA). Mentionnons aussi que le comité a participé activement à l'élaboration d'un protocole de recherche en vue de la réalisation de la deuxième phase d'une étude agroenvironnementale sur l'entreposage de fumiers solides de vaches laitières sur sol naturel. Cette deuxième phase a débuté en novembre 2001 et a été confiée à la firme Envir-Eau inc. et à l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA).

Enfin, la direction a participé à un comité multipartite composé de représentants du ministère de l'Agriculture et de l'Environnement, dont le mandat consistait à étudier les diverses méthodes d'entreposage et de traitement des eaux de laiterie afin de faire des recommandations au Comité permanent de liaison en environnement et en agriculture (COPLA).

Provincially, the Department is involved in the work of various committees of the Milk Marketing and Transportation Agreements. Special efforts were again devoted this year to the procedures for verifying the use of milk and price negotiation. Moreover, the milk transportation rating formula was evaluated in depth in preparation for a major renegotiation of the current parameters. These studies should be completed by early 2002.

The price of milk and the cost of production have always been issues of prime importance for the Department. We have continued our efforts to improve investigation methods and price-setting procedures. Accordingly, as requested at the Federation's Annual General Meeting in 2001, we worked on an inventory of complementary and alternative methods to the current milk price-setting process. The Federation expressed again its disagreement with the current procedure for indexing the maximum retail prices of fluid milk applied by the Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) and planned to reiterate this position at the hearing called by the RMAAQ for early 2002.

As in previous years, we cooperated on two occasions in the Dairy Farmers of Canada (DFC) comparison of the price of a basket of dairy products in Canada and the United States. We are also closely monitoring the main issues affecting the development of various American policies regarding milk payment.

The Department devoted substantial efforts to the analysis of the impacts of the new farm income stabilization account (CSRA) and farm income stabilization insurance (ASRA) programs on dairy enterprises. Discussions are continuing with Financière agricole du Québec (FAQ) and the Union des producteurs agricoles (UPA) to ensure that under the new plan, dairy enterprises receive coverage that is equivalent to what they had previously, and that our sector is treated fairly compared to the other sectors.

Our environmental involvement is essentially in supporting the work of the UPA and ensuring special vigilance with regard to more specific dairy industry issues. The Department has continued to be very active on the Federation's Environment Committee, whose achievements include the development and implementation of our sectorial action plan for farm environmental issues. Representations were also made as part of the consultation on the proposal for modernizing the Regulation respecting the reduction of pollution from farming. The committee participated actively in research for the second phase of an agro-environmental study on the storage of solid waste from dairy cows on soil. This second phase, which began in November 2001, was entrusted to Envir-Eau Inc. and the Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA).

Finally, the Department participated in a multipartite committee with representatives of the Department of Agriculture and the Environment formed to study various methods of storing and treating dairy water in order to make recommendations to the Standing Liaison Committee on the Environment and Agriculture.

A number of animal health issues also involved Department resources. These included the project for the permanent identification of dairy cattle and the project to prevent exotic diseases (foot and mouth disease). Moreover, the Department cooperated with federal and provincial authorities on disease screening and crisis prevention.

Par ailleurs, un certain nombre de dossiers en matière de santé animale ont également nécessité la mobilisation de ressources de la part de la direction. On peut mentionner, notamment, le dossier de l'identification permanente des bovins laitiers ainsi que celui de la prévention des maladies exotiques (fièvre aphteuse). De plus, la direction a développé une collaboration particulière avec les autorités publiques fédérale et provinciale en matière de dépistage de maladies et de prévention des situations de crises.

L'implication de la Fédération en recherche et développement continue d'être assurée par notre direction, notamment par sa participation au sein du conseil d'administration de Novalait inc. ainsi qu'à différents comités de gestion des projets de la compagnie. Parmi les activités à souligner, mentionnons l'avancement des démarches pour la mise en place d'un réseau de recherche sur la mammites bovine, celle d'un réseau de fermes pilotes pour la mise à l'échelle et l'accélération du transfert des résultats de la recherche et finalement l'organisation de ressources qui seront dédiées à la veille technologique afin de guider les choix stratégiques de sélection de projets. Nous avons bon espoir que ces trois initiatives auront été mises en œuvre vers la fin de 2002.

Finalement, soulignons qu'en matière de communication nous collaborons régulièrement à la revue *Le producteur de lait québécois*, que ce soit pour des articles de fond ou pour les chroniques sur les statistiques, l'évolution des marchés, l'environnement et la recherche. Nous rencontrons occasionnellement des groupes de producteurs ou d'autres groupes ou personnes intéressés pour traiter de différents sujets concernant l'industrie laitière.

The involvement of the Federation in research and development continues to be assured by our Department through its participation on the Board of Directors of Novalait Inc. and various project management committees. Among the activities are steps to set up a bovine mastitis research network, develop a network of pilot farms for upscaling and transferring research results more rapidly and organize resources to be dedicated to technological intelligence, in order to guide strategic choices when projects are selected. We are confident that these three initiatives will be in operation by late 2002.

Last, our communications activities include regular contributions to *Le producteur de lait québécois*, from in-depth articles to columns on statistics, market trends, the environment and research. We also meet occasionally with groups of producers or other interested groups or persons to discuss various subjects involving the dairy industry.

## RÉPARTITION RÉGIONALE DE LA PRODUCTION ET DES PRODUCTEURS AU 31 DÉCEMBRE 2001

### *Production and producers by region as at December 31, 2001*

Région <i>Region</i>	Production <i>Production</i>		Producteurs <i>Producers</i>	
	Litres <i>Litres</i>	Pourcentage <i>Percentage</i>	Nombre <i>Number</i>	Pourcentage <i>Percentage</i>
01 – Estrie	287 399 063	9,82	729	8,27
02 – Côte-du-Sud	150 987 785	5,16	515	5,85
03 – Gaspésie	4 583 428	0,16	26	0,30
04 – Lanaudière	106 669 478	3,65	379	4,30
05 – Mauricie	138 833 484	4,75	458	5,20
06 – Laurentides	135 473 235	4,63	429	4,87
07 – Centre-du-Québec	414 418 873	14,16	1 095	12,43
08 – Abitibi-Témiscamingue	56 951 267	1,95	203	2,30
09 – Québec	432 425 034	14,78	1 362	15,46
10 – Beauce	245 202 249	8,38	779	8,84
11 – Bas-Saint-Laurent	194 665 118	6,65	722	8,19
12 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	159 878 835	5,46	470	5,33
13 – Saint-Hyacinthe	376 358 161	12,86	991	11,25
14 – Saint-Jean-Valleyfield	222 119 254	7,59	653	7,41
<b>Total</b>	<b>2 925 965 264</b>	<b>100,00</b>	<b>8 811</b>	<b>100,00</b>